



VOIE GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE

2^{DE}

1^{RE}

T^{LE}

Sciences économiques et sociales

ENSEIGNEMENT

COMMUN

COMMENT LES ÉCONOMISTES, LES SOCIOLOGUES ET LES POLITISTES RAISONNENT-ILS ET TRAVAILLENT-ILS ?

Les objectifs d'apprentissage des élèves sont strictement définis par les programmes.

Cette fiche pédagogique, à destination des professeurs, vise à les accompagner dans la mise en œuvre des nouveaux programmes.

Sans prétendre à l'exhaustivité, ni constituer un modèle, chaque fiche explicite les objectifs d'apprentissage et les savoirs scientifiques auxquels ils se rapportent, suggère des ressources et activités pédagogiques utilisables en classe et propose des indications bibliographiques.

Objectifs d'apprentissage

- Comprendre :
 - qu'une des questions de base de l'économie est : « Qu'est-ce qu'une allocation efficace des ressources rares ? » ;
 - que celles de la sociologie sont « Comment fait-on société ? Comment explique-t-on les comportements sociaux ? » ;
 - et que celle de la science politique est : « Comment se conquiert et s'exerce le pouvoir politique ? ».
- Comprendre que ces disciplines réalisent des enquêtes et utilisent des données et des modèles (représentations simplifiées de la réalité).
- À partir d'exemples, comprendre la distinction entre causalité et corrélation et savoir mettre en évidence un lien de causalité.

Problématique d'ensemble

Ce questionnement mérite d'être traité en début d'année, avant d'aborder les deux questions de science économique, les deux questions de sociologie et science politique et la question de regards croisés. Il prendra donc la forme d'une introduction au cours de sciences économiques et sociales de la classe de seconde. Le chapitre amène en effet à présenter les questions fondamentales que se posent économistes, sociologues et politistes, avant de mettre en évidence les principales méthodes mobilisées en sciences sociales.

Ainsi, on soulignera, en prenant appui sur des exemples simples qui ont du sens pour les élèves, que la science économique, la sociologie et la science politique, tout en étant des sciences sociales, reposent sur des modes de questionnement et problématiques spécifiques.

On évoquera ensuite les démarches et outils mobilisés en sciences économiques et sociales, à savoir la modélisation et les enquêtes. À partir de conclusions d'enquêtes, le professeur présentera des corrélations entre divers éléments, puis fera comprendre que ces situations n'impliquent pas obligatoirement qu'il y ait un lien de causalité entre les variables retenues. En mettant les élèves en situation réflexive, on montrera comment parvenir à mettre en évidence un lien de causalité éventuel. Enfin, la distinction entre causalité et corrélation pourra être clarifiée.

Savoirs scientifiques de référence

La science économique, la sociologie et la science politique ont en commun de vouloir comprendre la société, et spécifiquement pour ces trois disciplines, la société contemporaine, celle dans laquelle nous vivons. Il s'agit de s'interroger sur ce qui fonde et permet de reproduire les liens qui unissent les hommes et les conduit à former une communauté, une société, relativement pacifiée et ordonnée, et leur permet de s'agréger plutôt que de vivre en êtres isolés. Plus spécifiquement, cette interrogation commune incite à comprendre comment l'on concilie individualisme et vie en société. Même si ces interrogations sont très anciennes (elles relèvent de la philosophie morale et politique), on peut considérer que science économique, sociologie et science politique sont toutes trois engendrées comme disciplines savantes autonomes par la révolution politique, industrielle et intellectuelle qui bouleverse les modes d'existence des sociétés européennes entre les XVI^e et XIX^e siècles. L'histoire en partie commune a conduit ces disciplines à interroger cette question première de trois manières distinctes, souvent hiérarchisées dans l'esprit des penseurs en question, mais, dans les faits, complémentaires, permettant *in fine* de croiser les regards des trois disciplines de manière pertinente et féconde sur un grand nombre d'objets communs.

La science économique, va, à partir de Smith (1776) interroger le lien économique (spécifiquement marchand) qui unit les hommes entre eux et les conduit à faire société. Cette interrogation est abordée d'abord à partir de la question de la richesse, puis à partir de celle du choix en univers de rareté (*Qu'est-ce qu'une allocation efficace de ressources rares ?*), et ce en revendiquant de voir dans « l'économie » une dimension autonome de la vie sociale, à portée universelle, au-delà des inscriptions anthropologiques, culturelles et sociales spécifiques à chaque société particulière.

La sociologie va au contraire interroger la société dans son ensemble dans ce qu'elle a

précisément de spécifique, d'ancré historiquement, (et, en l'occurrence, interroger à cette occasion le lien économique, dans ce qu'il a de « désencastré », pour reprendre la métaphore de Karl Polanyi, et de spécifique dans nos sociétés contemporaines), et analyser le lien social, les comportements sociaux et l'articulation entre contraintes sociales et autonomie individuelle.

La science politique, enfin, dans la lignée des grands penseurs de l'État et du pouvoir politique, va interroger, là encore de manière le plus souvent située (on s'intéresse aux sociétés dans ce qu'elles ont de spécifique) la constitution du lien politique, de la communauté politique, du pouvoir politique et de sa légitimité (*Comment se conquiert et s'exerce le pouvoir politique ?*).

Comprendre qu'une des questions de base de l'économie est : « Qu'est-ce qu'une allocation efficace des ressources rares ? »

La société, qui est en même temps un espace politique, est aussi une économie, car pour que la société se reproduise, elle doit aussi se nourrir, assurer la reproduction de la vie matérielle, en produisant, échangeant, répartissant les biens et services nécessaires, tout ce qui constitue, pour les individus comme pour la société qu'ils forment, une richesse.

La science économique s'est précisément établie, au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, comme cette « science des richesses » : elle essaie de comprendre la nature et les causes de la richesse des individus et des Nations.

Concernant la nature de la richesse (de quoi est-elle faite), elle s'accorde depuis Smith (1776) à considérer qu'elle est constituée de *biens* c'est-à-dire de choses *utiles* (qui satisfont un besoin, qui font du *bien*), de valeurs d'usage.

Concernant ses causes, les économistes essaient de comprendre le processus qui conduit à créer la richesse, c'est-à-dire à produire des *biens* (on n'imagine pas produire des non-biens, c'est-à-dire des choses inutiles ou nuisibles) : quoi produire ? Comment le produire ? Pour qui le produire ? C'est ainsi qu'ils définissent le problème économique.

Et ils essaient de comprendre ce que ce problème a d'universel, c'est-à-dire de non réductible aux contingences sociales et historiques qui peuvent distinguer les sociétés les unes des autres dans le temps et l'espace, et la manière dont les individus s'y individualisent et s'y socialisent.

Finalement, la science économique moderne s'est constituée autour de l'idée que le problème économique n'est universel qu'en raison de ce qu'il consiste à résoudre le problème posé par un phénomène universel qui est celui de la rareté. En l'absence de rareté (à l'image du jardin d'Eden, nos sociétés baignaient dans l'abondance), en effet, le problème économique disparaît : il n'est plus nécessaire de se poser la question de la production (Quoi et comment produire ?), puisque tout bien est disponible en abondance, ni de la répartition, ou encore de la consommation (la richesse – la totalité des biens – étant abondante, sans limite, chacun consomme autant qu'il le souhaite, jusqu'à satiété : tout le monde a accès en abondance à tout ce qu'il désire, en fonction de ses seuls besoins). C'est donc la rareté qui fait l'économicité du bien : toute chose n'est pas un *bien* (car toute chose n'est pas utile), et tout bien n'est pas économique

(car tout bien n'est pas rare : l'air que l'on respire, par exemple, est à l'évidence un *bien*, mais il ne pose pas de problème économique de production et de répartition/distribution : il n'est pas un bien économique).

La science économique essaie donc de comprendre comment les individus et les sociétés font face à la rareté. Cela fait d'elle une science des choix : dès lors que la rareté s'impose (la rareté des moyens, du temps, des biens, des facteurs de production, etc.), il faut choisir entre différentes opportunités : quels biens produire (parmi tous ceux que l'on peut produire) ? On imagine que l'on produira, précisément des *biens*, c'est-à-dire des choses *utiles* en plus d'être *rare*s, mais lesquels ? À quelles productions affecter le temps, les financements, les moyens de production disponibles (en quantités limitées) ? Comment donc allouer des ressources rares ? Et comment le faire de manière économiquement efficace (en ne gaspillant pas les ressources, en atteignant au moindre coût la plus grande utilité totale) ? Comment un étudiant alloue-t-il son temps entre études, travail et loisirs ? Comment une entreprise alloue-t-elle son capital et sa main-d'œuvre ? Comment une société, collectivement, choisit-elle d'allouer ses ressources (son capital, son travail, ses ressources naturelles) à produire tels biens plutôt que tels autres (du beurre ou des canons ?) et en telle quantité plutôt qu'en telle autre ? Et ce faisant arrive-t-elle spontanément à ce que cette allocation soit efficace (par la simple rencontre des utilités exprimées (demandes individuelles) et des conditions de la production, qui retracent la contrainte de rareté (offres individuelles)) ? Ou faut-il qu'un certain niveau de centralisation de la décision (par l'action de l'État) intervienne, l'État étant lui-même soumis à la contrainte de rareté (en l'occurrence des finances publiques) ?

Notons pour finir que si la rareté est considérée comme universelle (chaque société et chaque individu étant réputés avoir été confrontés à la rareté), elle n'est pas pour autant un fait naturel. La rareté à laquelle nos sociétés sont confrontées est construite tout autant par le caractère a priori sans limite des besoins (du désir de richesse, d'accumulation de biens) que par une rareté intangible : nos économies sont aujourd'hui bien plus riches qu'elles ne l'étaient, par certains aspects elles sont devenues des sociétés d'abondance. Pour autant, il existe plein de besoins non satisfaits, à la fois en raison des inégalités (c'est donc la question de la répartition des richesses qui est posée) entre Nations et au sein des Nations, mais aussi de la création, du renouvellement et de l'expansion des besoins et des désirs. La rareté ressentie n'a donc pas été dépassée et le problème économique de l'allocation efficace de ressources rares continue de se poser. Cette question des choix en univers de rareté se pose même avec une acuité renouvelée à la lumière des contraintes écologiques auxquelles les processus de croissance économique sont aujourd'hui confrontés.

Comprendre que les questions de base de la sociologie sont « Comment fait-on société ? Comment explique-t-on les comportements sociaux ? »

La sociologie est une discipline jeune qui s'est progressivement constituée en tant que science autonome à partir de la fin du XIX^e siècle. La sociologie est communément présentée comme « l'héritière » de trois révolutions majeures des XVIII^e et XIX^e siècles : révolution politique (avènement progressif de la démocratie dans les sociétés occidentales), révolution scientifique (rationalisme et positivisme), révolution économique et sociale (notamment : industrialisation, transformations des conditions d'existence). Les profondes mutations économiques, sociales et politiques induites

par ces trois révolutions ont radicalement transformé l'ordre social hérité de l'Ancien régime et ont contribué à faire émerger un nouveau questionnement sur la société nouvelle en gestation. D'un questionnement d'ordre social visant à décrire à travers de grandes enquêtes les transformations des conditions d'existence, a progressivement émergé, selon des traditions nationales parfois différentes, un questionnement d'ordre sociologique contribuant à s'interroger sur les caractéristiques de la société moderne tout en définissant les premiers éléments des méthodes de la sociologie. En France, les travaux de Durkheim ont fortement orienté cette réflexion en plaçant en premier lieu la question de la nature et du fondement du lien social et de son évolution.

En interrogeant le lien social et la façon dont les « individus font société », Durkheim pose fondamentalement la question des relations individu-société et relève le paradoxe des sociétés modernes : « *Comment se fait-il que tout en devenant plus autonome, l'individu dépende plus étroitement de la société ?* (Émile Durkheim, *De la division du travail social*, 1893). Qu'est-ce qui, au sens propre du terme, *lie* les individus et fonde les formes de *solidarité* entre eux de manière à « faire société ». Comment les liens sociaux s'établissent-ils ? Comment se renouvellent-ils ? Comment peuvent-ils aussi se fragiliser ?

Parfois réduite artificiellement à une opposition entre les tenants d'un individualisme (primauté accordée aux individus) et les tenants d'un holisme (primauté donnée aux structures sociales), l'analyse sociologique contemporaine vise plus certainement, comme l'a suggéré Norbert Élias, à penser les interdépendances entre le collectif et l'individuel et à dépasser cette opposition factice entre la société et les individus. Car la société n'existe pas indépendamment des individus qui la composent et aucun individu n'est un isolat ; les individus sont en tout point des êtres sociaux et n'existent que dans leurs relations aux autres. L'explication des *comportements sociaux* invite alors à s'interroger sur le *processus de socialisation* à partir duquel les *individus* deviennent des *acteurs sociaux*. Quelles sont les instances de cette socialisation ? Comment ce processus de socialisation se « particularise »-t-il dans nos sociétés contemporaines ? Comment permet-il que chacun soit un être social, en même temps qu'il demeure un individu singulier ?

Comprendre qu'une question de base de la science politique est « Comment se conquiert et s'exerce le pouvoir politique ? »

À l'instar de la sociologie, la science politique est une discipline jeune dont l'autonomisation de la philosophie politique et du droit n'a véritablement eu lieu qu'au cours du XX^e siècle. Définir l'objet de la science politique revient à tenter de définir ce qui est « politique ». Tentative délicate et sans doute un peu vaine, tant cette définition peut être variable selon les contextes sociaux et historiques. Toutefois, la politique est toujours adossée à la notion de *pouvoir politique*, qu'il s'agisse de définir un régime politique idéal, de constituer un ensemble de savoirs de gouvernement, ou bien encore de comprendre les déterminants de l'engagement politique et des comportements politiques.

Ainsi l'étude de la façon dont le pouvoir se conquiert et dont il s'exerce se situe au fondement de la science politique.

Tout d'abord, comment le pouvoir politique se conquiert-il ?

Dans nos sociétés démocratiques, essentiellement par le vote, qui est une des formes de l'engagement politique. Il faut donc comprendre les déterminants du

vote, comprendre en quoi il est à la fois un acte personnel, révélant l'expression de préférences individuelles dans le champ de l'offre politique, mais aussi un acte collectif, en ce qu'il reflète les appartenances sociales de chacun. Il faut comprendre aussi les évolutions récentes du rapport au vote : déclin de l'identification politique (clivage gauche/droite notamment), volatilité électorale, déclin de la participation, etc. Il faut aussi comprendre en quoi le vote n'est qu'une forme de l'engagement politique dans les sociétés démocratiques. La science politique doit donc aussi appréhender les formes variées de l'engagement politique (le vote, donc, mais aussi le militantisme, l'engagement associatif, les pratiques de consommation engagées) et décrire la pluralité des acteurs politiques (les partis politiques, les syndicats, les associations, ...) et des registres de leur action. Il faut enfin décrire le vote comme une des modalités d'expression de l'opinion publique, dont il faut comprendre les ressorts : Comment se forme-t-elle ? Comment s'exprime-t-elle et contribue-t-elle à influencer la vie et la décision politiques ?

Ensuite, comment le pouvoir politique s'exerce-t-il ?

Il s'agit de comprendre comment s'organise la vie politique : Quelle est la contribution des acteurs politiques ? Dans le cadre de quelles institutions politiques agissent-ils ? Comment les modes de scrutin déterminent-ils la représentation politique et les formes d'exercice du pouvoir ?

Comprendre que ces disciplines réalisent des enquêtes et utilisent des données et des modèles (représentations simplifiées de la réalité).

Les sociologues et politistes se sont questionnés sur les méthodes à employer ; ils ont élaboré des techniques d'observation ou d'analyse de données recueillies au cours d'enquêtes scientifiques. Plusieurs types d'outils forment la base de leur travail d'enquêtes. Ces derniers peuvent être regroupés en trois grandes catégories : les méthodes d'observation qualitatives (observations et entretiens), les techniques quantitatives (utilisation de statistiques essentiellement), ainsi que les approches comparatives (méthode d'administration de la preuve, façon d'expliquer le fait social selon Durkheim).

La pratique de l'enquête directe en population générale ou auprès de groupes sociaux s'est développée au cours du XX^e siècle. Il est d'ailleurs difficilement envisageable de définir le métier de sociologue indépendamment de la conduite d'enquêtes. Dans l'introduction de *L'enquête sociologique*, Serge Paugam écrit que « *le savoir-faire sociologique comprend désormais une connaissance précise des diverses techniques d'enquête et la capacité de choisir la plus appropriée en fonction du thème de recherche envisagé. Avant de restituer les résultats de sa recherche, le sociologue s'engage aussi à rendre compte de façon précise de sa méthodologie, des choix qu'il a faits tout au long du processus d'enquête* ». Les conclusions produites en sociologie résultent donc bien d'un processus rigoureux d'administration de la preuve.

Alternatives aux méthodes qualitatives variées, les méthodes quantitatives mobilisent elles aussi une grande diversité de matériaux, de protocoles de recherche, voire de techniques d'extraction et de traitement de l'information. On peut par exemple citer les enquêtes par questionnaires et sondages, les analyses de contenus (discours par exemple), la transformation de données qualitatives en données chiffrées etc.

L'une des questions fondamentales et incontournables est celle de la pertinence de l'échantillon choisi. Deux modalités principales de constitution de l'échantillon peuvent être retenues : certains échantillons sont composés de manière aléatoire, d'autres sont définis à partir de critères. Quelle que soit la méthode adoptée, il est important de disposer d'un échantillon représentatif, c'est-à-dire de garantir une équivalence structurelle entre l'échantillon et la population étudiée. Les politistes se sont aussi saisis de la question de la représentativité de l'échantillon. D'ailleurs, dans son ouvrage intitulé *La science politique et ses méthodes* (2015), Yves Surel déclare que « même si elles s'appliquent globalement aux enquêtes mobilisant des données et méthodes quantitatives, les questions relatives à l'échantillon et à la représentativité prennent une tonalité particulière en science politique avec les sondages d'opinion ». Dans *La fabrique de l'opinion - Une histoire sociale des sondages* (1998), Loïc Blondiaux retrace l'évolution de cet outil et montre qu'il a gagné en rigueur et scientificité.

Face à ces enquêtes, une autre méthode largement utilisée en sciences sociales concerne plus particulièrement l'économie. Paul Krugman et Robin Wells écrivent, dans leur livre *Microéconomie* (2019, 4^{ème} édition) que *la théorie économique consiste principalement en un ensemble de modèles, une série de représentations simplifiées de la réalité économique qui nous permet de comprendre une grande diversité de problèmes économiques*. Dans sa démarche de modélisation, l'économiste réalise une « maquette de l'économie » permettant de reproduire son fonctionnement à une échelle beaucoup plus réduite. En d'autres termes, le modèle conserve les traits les plus significatifs de l'économie en mettant de côté ce qui semble accessoire, superflu. Ce n'est donc pas une représentation de la réalité, mais une « schématisation » réalisée en grande partie par « abstraction ». On parvient ainsi à s'abstraire de la complexité du réel, qui n'est pas appréhendable tel quel, et en élaborant une modélisation à même de mieux le saisir, de mieux le penser et l'analyser. L'outil mathématique est très souvent mobilisé puisqu'il facilite la modélisation. Ainsi, l'économiste cherche-t-il à anticiper l'avenir et à étudier les effets probables des politiques économiques. Il parvient même à mieux comprendre ce qui s'est produit dans le passé. Au cœur de cette activité de modélisation, le recours à une approche hypothético-déductive consiste à émettre des hypothèses, puis à tester les résultats obtenus pour réfuter ou valider les hypothèses. Surtout elle permet, en explicitant les hypothèses, puis en les relâchant progressivement, de passer du modèle abstrait, simplifié vers le « concret », plus complexe. La démarche aura donc consisté à s'abstraire dans un premier temps, par le modèle, d'un concret observé trop complexe pour être, en l'état, intelligible, et d'y revenir de manière logique, sous forme d'un concret « pensé ». Bien que subissant l'attaque de nombreux sociologues au moins depuis Auguste Comte, jugée irréaliste voire excessive par Durkheim, la démarche d'abstraction est fréquemment suivie par les économistes. Le modèle abstrait du choix rationnel y apparaît désormais établi. Et si cette démarche n'est pas fondamentalement celle que l'on retient en sociologie, le recours qui y est parfois fait aux « idéaux-type », tels que Max Weber les a définis, s'apparente à l'évidence à un travail similaire de modélisation : construire par la pensée une abstraction qui aide à comprendre ou théoriser certains phénomènes, sans prétendre que cette abstraction soit une représentation des phénomènes observés.

À partir d'exemples, comprendre la distinction entre causalité et corrélation et savoir mettre en évidence un lien de causalité.

Dans l'appréhension des questionnements qui les concernent, les sciences

Retrouvez éduscol sur



économiques et sociales sont amenées régulièrement à rechercher des liens de *causalité* entre variables, c'est-à-dire des liens « de cause à effet ». Le principe de *causalité* est ainsi le principe selon lequel tout fait (ici social, économique, politique) a une cause, les mêmes causes, dans les mêmes conditions, produisant les mêmes effets. Cette recherche de relations de causalité nécessite le repérage préalable de *corrélations* entre les phénomènes observés : une corrélation est une relation statistique entre deux variables dont les valeurs varient dans le même sens (corrélation positive), ou dans le sens opposé (corrélation négative). Mais ce n'est bien qu'une étape, et il est essentiel de distinguer *corrélations* et *causalité* : toute causalité se fonde sur une corrélation (deux phénomènes, dont l'un cause l'autre, sont évidemment corrélés), mais toute corrélation n'est pas une causalité (deux phénomènes peuvent être corrélés sans que l'un ne cause l'autre).

Comment le faire comprendre aisément à de jeunes lycéens ? Sans doute en mobilisant la notion de « variable de confusion » ou « confondante » (en ce sens que cette variable influence à la fois la variable que l'on cherche à expliquer et certaines variables explicatives). Prenons l'exemple de deux variables corrélées positivement : le degré de consommation d'alcool et l'espérance de vie à la naissance. Peut-on en déduire que plus on boit et plus on vit vieux ? En fait, cette corrélation positive s'explique aisément par la variable de confusion « richesse du pays » : les gens boivent beaucoup parce qu'ils en ont les moyens (l'alcool coûte cher). Par ailleurs, un pays riche permet une meilleure alimentation, de meilleurs soins, davantage de prévention etc. Donc, la corrélation entre les variables « consommation d'alcool » et « espérance de vie à la naissance » ne vaut évidemment pas causalité (boire davantage allonge l'espérance de vie !). De manière générale, la mise en évidence d'une corrélation n'implique pas obligatoirement l'existence d'une causalité. Il existe d'ailleurs des méthodes qui permettent de prendre en compte un ou plusieurs facteurs de confusion et de les neutraliser par des variables spécifiques, afin de s'assurer d'un véritable lien de cause à effet entre des éléments corrélés. C'est notamment le principal objectif que s'assigne l'économétrie.

Ressources et activités pédagogiques

Activité pédagogique 1

Objectif : À partir d'exemples, comprendre la distinction entre causalité et corrélation et savoir mettre en évidence un lien de causalité

Étapes et ressources préconisées

Une activité, intitulée [Faites parler les données](#), proposée sur le site Citéco permet de travailler les notions de corrélation et causalité. Elle permet aux élèves de choisir des données et d'observer si elles sont liées. Un QCM est alors proposé pour analyser les résultats.

On pourra inviter les élèves à tester les cas suivants : les liens entre le nombre de téléphones portables et les autres indicateurs :

- avec le revenu moyen par habitant : causalité.

Retrouvez éducol sur



- avec le taux de mortalité infantile : corrélation sans causalité.
- avec le nombre d'habitant au km² : pas de lien.

On peut aussi demander l'inverse, c'est-à-dire de proposer de trouver deux grandeurs présentant une causalité, deux présentant une corrélation sans causalité et deux ne présentant pas de lien.

Activité pédagogique 2

Objectif : Comprendre que ces disciplines (économie, sociologie, science politique) réalisent des enquêtes et utilisent des données et des modèles (représentations simplifiées de la réalité)

Étapes et ressources préconisées

À partir d'une étude menée par Cofidis et CSA Research ([Les Français et les idées reçues sur les dépenses](#)), on peut montrer aux élèves l'intérêt de réaliser des enquêtes déclaratives et de le confronter aux données.

Ici, on pourra procéder en deux temps :

- D'abord, on peut demander aux élèves de répondre à une enquête préparée au préalable par l'enseignant.e. Il sera plus facile de la réaliser en utilisant une application permettant de réaliser des quiz. Il s'agit alors de poser les mêmes questions que l'enquête : Les femmes sont-elles plus dépensières ? Les personnes âgées sont-elles plus réticentes à utiliser la carte bancaire ?... On appuiera bien sur le fait que l'on fait ressortir des représentations et que l'intérêt d'une étude est de vérifier si ces représentations sont valides.
- Ensuite, on montrera les résultats de l'enquête (voir lien plus haut). On pourra alors analyser deux choses : Les élèves pensent-ils comme les personnes enquêtées ? La réalité confirme-t-elle ou infirme-t-elle les représentations ?

Remarque : on pourra s'arrêter sur la rubrique « [Méthodologie de l'enquête](#) » pour expliquer aux élèves certaines techniques de l'enquête (ici l'enquête étant auto-administrée, avec des échantillons représentatifs retenant 5 critères).

Activité pédagogique 3

Objectif : Comprendre qu'une des questions de base de la science politique est : « Comment se conquiert et s'exerce le pouvoir ? »

Étapes et ressources préconisées

En mobilisant une vidéo([Qui fait la loi en France ?](#) issue du site Dessine-moi l'éco), on initiera les élèves aux questionnements de la science politique.

Il s'agira alors, dans un second temps, de les questionner sur les acteurs du pouvoir politique peu évoqués dans la vidéo, comme les citoyens et les médias.

Bibliographie indicative

Baudelot, C. et al. (2018). *La boîte à outils*. L'Anthropologie pour tous. *Olo collection*.
Le lycée Le Corbusier d'Aubervilliers réalise depuis plusieurs années des enquêtes avec des élèves du lycée. Ce livre propose alors des outils pour reproduire ce type d'expérience dans tout lycée.

Bondiaux, L. (1998). *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*. Le Seuil.

Crettiez, X, de Maillard, J, Hassenteufel, P. (2018). *Introduction à la science politique*. Armand Colin.

Ce livre reprend les grands thèmes de la science politique tout en présentant l'évolution des analyses sur ces thèmes.

Durkheim, E. (2010). *Les règles de la méthode sociologique*. Flammarion.

Ce classique présente les fondements de la méthode sociologique. Il répond aussi bien à la question du raisonnement du sociologue qu'à celle de sa méthode de travail.

Gauvrit, N. (2007). *Statistiques : méfiez-vous !* Ellipses.

Cet ouvrage évoque les usages erronés des statistiques. Il explique alors comment réaliser une bonne analyse des données.

Krugman, P., Wells, R. (2019) *Microéconomie*. De Boeck. 4^{ème} Édition.

Malinvaud, E. (2005). *Leçons de théorie microéconomique*. Dunod.

Cet ouvrage reprend certaines questions fondamentales de l'économie, dont l'allocation des ressources. Y est aussi évoqué l'intérêt des modèles.

Mankiw, G. (2019). *Principes de l'économie*. De Boeck.

Ce livre est un manuel d'économie permettant de reprendre les fondements de l'analyse économique.

Paugam, S. (2010). *L'enquête sociologique*. PUF. *Collection Quadrige*.

Ce livre reprend les grandes étapes du travail du sociologue, du choix de l'objet d'étude jusqu'à l'analyse des résultats de son enquête.

Surel, Y. (2015). *La science politique et ses méthodes*. Armand Colin. *Collection Cursus*.

Cet ouvrage s'intéresse plus aux méthodes de travail du politiste, qui en font une discipline scientifique.